

ASSOCIATION VIVRE ET DEVENIR - VILLEPINTE SAINT MICHEL
Association reconnue d'utilité publique
Décret du 14 Février 1920

Siège social : 2 Allée Joseph Récamier - 75015 PARIS

SIREN :775 672 454

**RAPPORT DU COMMISSAIRE AUX COMPTES
SUR LES COMPTES ANNUELS**

EXERCICE CLOS LE 31 DECEMBRE 2025

ASSOCIATION VIVRE ET DEVENIR – VILLEPINTE SAINT MICHEL

Association reconnue d'utilité publique

Décret du 14 Février 1920

Siège social : 2 Allée Joseph Récamier - 75015 PARIS

SIREN :775 672 454

RAPPORT DU COMMISSAIRE AUX COMPTES SUR LES COMPTES ANNUELS

EXERCICE CLOS LE 31 DECEMBRE 2025

Aux Membres de l'assemblée générale,

Opinion

En exécution de la mission qui nous a été confiée par votre Assemblée Générale, nous avons effectué l'audit des comptes annuels de l'Association VIVRE ET DEVENIR – Villepinte Saint Michel, relatifs à l'exercice clos le 31 décembre 2025, tels qu'ils sont joints au présent rapport.

Nous certifions que les comptes annuels sont, au regard des règles et principes comptables français, réguliers et sincères et donnent une image fidèle du résultat des opérations de l'exercice écoulé ainsi que de la situation financière et du patrimoine de l'association à la fin de cet exercice.

Fondement de l'opinion

Référentiel d'audit

Nous avons effectué notre audit selon les normes d'exercice professionnel applicables en France. Nous estimons que les éléments que nous avons collectés sont suffisants et appropriés pour fonder notre opinion.

Les responsabilités qui nous incombent en vertu de ces normes sont indiquées dans la partie « Responsabilités du commissaire aux comptes relatives à l'audit des comptes annuels » du présent rapport.

Indépendance

Nous avons réalisé notre mission d'audit dans le respect des règles d'indépendance prévues par le code de commerce et par le code de déontologie de la profession de commissaire aux comptes, sur la période du 1er janvier 2025 à la date d'émission de notre rapport.

Observation

Sans remettre en cause l'opinion exprimée ci-dessus, nous attirons votre attention sur les points suivants exposés dans l'annexe des comptes annuels :

- Point 4.4 sur la note de correction d'erreur comptable et de présentation.
- Point 4.5 & 4.6 sur la note changement de réglementation comptable & changement de présentation des comptes annuels prévus dans l'annexe relatifs la première application du règlement ANC n°2022-06 et ANC n°2023-03.
- Point 6.1.1 sur la note de périmètre de l'association.

Justification des appréciations

En application des dispositions des articles L.821-53 et R.821-180 du Code de commerce relatives à la justification de nos appréciations, nous portons à votre connaissance les appréciations suivantes qui, selon notre jugement professionnel, ont été les plus importantes pour l'audit des comptes annuels de l'exercice et notamment en ce qui concerne :

- les traitements comptables des subventions d'investissement sont conformes aux dispositions du règlement ANC 2018-06 et ont été correctement appliqués.
- les affectations de résultat par structures pour les établissements CPOM et hors CPOM présenté dans le tableau d'affectation de résultat 2025 page 37.

Les appréciations ainsi portées s'inscrivent dans le contexte de l'audit des comptes annuels pris dans leur ensemble, et de la formation de notre opinion exprimée ci-avant. Nous n'exprimons pas d'opinion sur des éléments de ces comptes annuels pris isolément.

Vérifications spécifiques

Nous avons également procédé, conformément aux normes d'exercice professionnel applicables en France, aux vérifications spécifiques prévues par les textes légaux et réglementaires.

Nous n'avons pas d'observation à formuler sur la sincérité et la concordance avec les comptes annuels des informations données dans le rapport financier du trésorier et dans les autres documents sur la situation financière et les comptes annuels adressés aux membres du Conseil d'Administration.

Responsabilités de la direction et des personnes constituant le gouvernement d'entreprise relatives aux comptes annuels

Il appartient à la direction d'établir des comptes annuels présentant une image fidèle conformément aux règles et principes comptables français ainsi que de mettre en place le contrôle interne qu'elle estime nécessaire à l'établissement de comptes annuels ne comportant pas d'anomalies significatives, que celles-ci proviennent de fraudes ou résultent d'erreurs.

Lors de l'établissement des comptes annuels, il incombe à la direction d'évaluer la capacité de l'association à poursuivre son exploitation, de présenter dans ces comptes, le cas échéant, les informations nécessaires relatives à la continuité d'exploitation et d'appliquer la convention comptable de continuité d'exploitation, sauf s'il est prévu de liquider l'association ou de cesser son activité.

Les comptes annuels ont été arrêtés par votre conseil d'administration.

Responsabilités du commissaire aux comptes relatives à l'audit des comptes annuels

Il nous appartient d'établir un rapport sur les comptes annuels. Notre objectif est d'obtenir l'assurance raisonnable que les comptes annuels pris dans leur ensemble ne comportent pas d'anomalies significatives. L'assurance raisonnable correspond à un niveau élevé d'assurance, sans toutefois garantir qu'un audit réalisé conformément aux normes d'exercice professionnel permet de systématiquement détecter toute anomalie significative. Les anomalies peuvent provenir de fraudes ou résulter d'erreurs et sont considérées comme significatives lorsque l'on peut raisonnablement s'attendre à ce qu'elles puissent, prises individuellement ou en cumulé, influencer les décisions économiques que les utilisateurs des comptes prennent en se fondant sur ceux-ci.

Comme précisé par l'article L.821-55 du code de commerce, notre mission de certification des comptes ne consiste pas à garantir la viabilité ou la qualité de la gestion de votre Association.

Dans le cadre d'un audit réalisé conformément aux normes d'exercice professionnel applicables en France, le commissaire aux comptes exerce son jugement professionnel tout au long de cet audit.

En outre :

- Il identifie et évalue les risques que les comptes annuels comportent des anomalies significatives, que celles-ci proviennent de fraudes ou résultent d'erreurs, définit et met en œuvre des procédures d'audit face à ces risques, et recueille des éléments qu'il estime suffisants et appropriés pour fonder son opinion. Le risque de non-détection d'une anomalie significative provenant d'une fraude est plus élevé que celui d'une anomalie significative résultant d'une erreur, car la fraude peut impliquer la collusion, la falsification, les omissions volontaires, les fausses déclarations ou le contournement du contrôle interne ;
- Il prend connaissance du contrôle interne pertinent pour l'audit afin de définir des procédures d'audit appropriées en la circonstance, et non dans le but d'exprimer une opinion sur l'efficacité du contrôle interne ;

- Il apprécie le caractère approprié des méthodes comptables retenues et le caractère raisonnable des estimations comptables faites par la direction, ainsi que les informations les concernant fournies dans les comptes annuels ;
- Il apprécie le caractère approprié de l'application par la direction de la convention comptable de continuité d'exploitation et, selon les éléments collectés, l'existence ou non d'une incertitude significative liée à des événements ou à des circonstances susceptibles de mettre en cause la capacité de l'association à poursuivre son exploitation. Cette appréciation s'appuie sur les éléments collectés jusqu'à la date de son rapport, étant toutefois rappelé que des circonstances ou événements ultérieurs pourraient mettre en cause la continuité d'exploitation. S'il conclut à l'existence d'une incertitude significative, il attire l'attention des lecteurs de son rapport sur les informations fournies dans les comptes annuels au sujet de cette incertitude ou, si ces informations ne sont pas fournies ou ne sont pas pertinentes, il formule une certification avec réserve ou un refus de certifier ;
- Il apprécie la présentation d'ensemble des comptes annuels et évalue si les comptes annuels reflètent les opérations et événements sous-jacents de manière à en donner une image fidèle.

Fait à Fontenay sous-bois,

Le Commissaire aux Comptes
LEO JEGARD & ASSOCIES
 Représenté par,

François JEGARD
 Associé



COMPTES ANNUELS

Bilan actif

	31/12/2025 (12 mois)		31/12/2024 (12 mois)	
	Brut	Amort. prov.	Net	Net
Frais d'établissement (I)	437 979	- 283 995	153 984	193 200
ACTIF IMMOBILISE				
Immobilisations incorporelles				
Frais de développement				
Donations temporaires d'usufruit				
Concessions, brevets, licences, marques, procédés, solutions informatiques, droits et valeurs similaires	1 034 550	- 962 882	71 668	63 688
Autres immobilisations incorporelles	220 806	- 194 185	26 620	32 907
Immobilisations incorporelles en cours, avances et acomptes				42 768
Immobilisations corporelles				
Terrains	3 165 052	- 771 919	2 393 133	2 464 159
Constructions	149 119 272	-81 162 086	67 957 186	72 532 927
Installations techniques, matériels et outillages industriels	14 764 512	-12 052 925	2 711 587	2 649 196
Autres immobilisations corporelles	28 690 203	-19 478 453	9 211 750	8 029 898
Immobilisations corporelles en cours, avances et acomptes	641 312		641 312	726 026
Biens reçus par legs ou donations destinés à être cédés				
Biens reçus par legs ou donations destinés à être cédés	40 600		40 600	40 600
Immobilisations financières (1)				
Participations	1 884		1 884	93 130
Créances rattachées à des participations	426 283		426 283	316
Autres titres immobilisés	659 014		659 014	563 437
Prêts	1 875 894		1 875 894	1 503 418
Autres immobilisations financières	340 735	- 12 000	328 735	435 795
TOTAL ACTIF IMMOBILISE (II)	200 980 118	-114 634 450	86 345 668	89 178 263
ACTIF CIRCULANT				
Stocks et en-cours				
Stocks et en-cours	297 759		297 759	288 607
Avances et acomptes versés sur commandes				
Avances et acomptes versés sur commandes	178 026		178 026	192 748
Créances (2)				
Créances clients, usagers et comptes rattachés	8 490 204	- 566 209	7 923 995	7 903 283
Créances reçues par legs ou donations				
Autres Créances	1 639 135	- 154 958	1 484 177	2 252 532
Charges constatées d'avance	437 739		437 739	258 861
Valeurs mobilières de placement				
Valeurs mobilières de placement	36 094 419		36 094 419	23 695 430
Instruments financiers à terme et jetons détenus				
Disponibilités	41 648 924		41 648 924	52 017 135
TOTAL ACTIF CIRCULANT (III)	88 786 206	- 721 166	88 065 039	86 608 596
Frais d'émission des emprunts (IV)				
Primes de remboursement des emprunts (V)				
Écarts de conversion et différences d'évaluation - Actif (VI)				
TOTAL ACTIF (I + II + III + IV + V + VI)	290 204 302	-115 639 611	174 564 691	175 980 059
(1) Dont à moins d'un an (brut)				
(2) Dont à moins d'un an (brut)				

Bilan passif

	31/12/2025 (12 mois)	31/12/2024 (12 mois)
	Total	Total
FONDS PROPRES		
Fonds propres sans droit de reprise		
Fonds propres statutaires	14 968 483	15 177 437
Fonds propres complémentaires	6 155 086	5 945 547
Fonds propres avec droit de reprise		
Fonds propres statutaires		
Fonds propres complémentaires	1 536 795	1 536 795
Écarts de réévaluation		
Réserves		
Réserves statutaires ou contractuelles	508 764	508 764
Réserves pour projet de l'entité	37 659 614	35 360 444
Autres	2 596 033	2 725 166
<i>Dont réserves des activités sociales et médico-sociales sous gestion contrôlée</i>	37 659 614	35 360 444
Report à nouveau	-4 860 012	-1 846 972
<i>Dont report à nouveau des activités sociales et médicosociales sous gestion contrôlée</i>	-3 840 173	-2 241 544
Excédent ou déficit de l'exercice précédent à affecter		
Excédent ou déficit de l'exercice	793 958	- 427 141
<i>Dont résultat des activités sociales et médicosociales sous gestion contrôlée</i>	380 289	- 182 592
Situation nette (sous total)	59 358 721	58 980 041
Fonds propres consommables		
Subventions d'investissement	9 219 790	9 675 169
Provisions réglementées	4 318 243	4 298 839
TOTAL FONDS PROPRES (I)	72 896 754	72 954 048
AUTRES FONDS PROPRES		
Produits des émissions de titres participatifs		
Avances conditionnées		
Droits du concédant		
TOTAL AUTRES FONDS PROPRES (I Bis)		
FONDS REPORTÉS ET DÉDIÉS		
Fonds reportés liés aux legs ou donations	42 690	42 690
Fonds dédiés	25 066 295	27 173 817
TOTAL FONDS REPORTÉS ET DÉDIÉS (II)	25 108 985	27 216 508
PROVISIONS		
Provisions pour risques	2 919 483	2 518 268
Provisions pour charges	10 934 974	8 664 243
TOTAL PROVISIONS (III)	13 854 458	11 182 511
DETTES (1)		
Emprunts obligataires et assimilés		
Emprunts et dettes auprès des établissements de crédit	37 658 953	40 711 550
Emprunts et dettes financières diverses (2)	415 229	440 606
Instruments financiers à terme		
Avances et acomptes reçus sur commandes	252 640	
Dettes Fournisseurs et Comptes rattachés	4 731 206	4 897 316
Dettes des legs ou donations		
Dettes fiscales et sociales	18 256 406	16 941 315
Dettes sur immobilisations et comptes rattachés	279 078	337 830
Autres dettes	981 662	1 116 279
Produits constatés d'avance	129 320	182 097
TOTAL DETTES (IV)	62 704 494	64 626 993
Écarts de conversion Passif et différences d'évaluation - Passif (V)		
TOTAL PASSIF (I + II + III + IV + V)	174 564 691	175 980 059
(1) Dont à moins d'un an hors Avances et acomptes reçus sur commandes en cours	27 886 593	27 701 563
(2) Dont emprunts participatifs		

Compte de résultat

	31/12/2025 (12 mois)	31/12/2024 (12 mois)
	Total	Total
PRODUITS D'EXPLOITATION		
Cotisations	2 700	18 252
Ventes de biens et services		
Ventes de biens	255 897	264 994
<i>Dont ventes de biens relatives aux activités sociales et médico-sociales</i>		26 674
Ventes de prestations de service	7 875 180	7 877 605
<i>Dont ventes de prestations relatives aux activités sociales et médico-sociales</i>	7 058 719	5 548 022
Produits de tiers financeurs		
Concours publics et subventions d'exploitation	153 736 180	147 129 099
<i>Dont contributions financières des autorités de tarification relatives aux activités sociales et médico-sociales</i>	153 735 780	124 207 206
Versements des fondateurs ou consommations de la dotation consommable		
Ressources liées à la générosité du public		
- Dons manuels	416 378	125 054
- Mécénats	30 000	
- Legs, donations et assurances-vie	38 874	
Contributions financières	37 067	617 184
Reprises sur amortissements, dépréciations et provisions	1 502 512	2 756 601
Produits des cessions d'immobilisations incorporelles et corporelles	59 872	16 703
Utilisations des fonds dédiés	3 703 180	3 414 470
Autres produits	1 804 554	723 246
TOTAL DES PRODUITS D'EXPLOITATION (I)	169 462 394	162 943 207
CHARGES D'EXPLOITATION		
Achats de marchandises	1 366 230	1 495 347
Variation de stock	- 9 152	- 34 172
Autres achats et charges externes (1) (2)	36 421 206	33 934 706
Aides financières		
Impôts, taxes et versements assimilés	10 477 559	10 438 653
Salaires	73 927 992	69 781 837
Cotisations sociales	31 608 308	29 413 519
Dotations aux amortissements et aux dépréciations	8 837 945	8 595 779
Dotations aux provisions	3 812 420	2 790 682
Valeurs comptables des immobilisations incorporelles et corporelles cédées	60 695	
Reports en fonds dédiés	1 532 531	6 719 294
Autres charges	870 433	753 418
TOTAL DES CHARGES D'EXPLOITATION (II)	168 906 167	163 889 063
RESULTAT D'EXPLOITATION (I - II)	556 227	- 945 856
PRODUITS FINANCIERS		
Produits de participation		
Produits des autres valeurs mobilières et créances de l'actif immobilisé	609 267	627 653
Autres intérêts et produits assimilés	585 529	413 546
Reprises sur dépréciations et provisions		
Différences positives de change		
Produits des cessions d'immobilisations financières		
Produits nets sur cessions de valeurs mobilières de placement et instruments de trésorerie	195 395	499 471
TOTAL DES PRODUITS FINANCIERS (III)	1 390 191	1 540 671
CHARGES FINANCIÈRES		
Dotations aux amortissements, aux dépréciations et aux provisions		12 000
Intérêts et charges assimilées	1 027 993	1 141 380
Différences négatives de change		
Valeurs comptables des immobilisations financières cédées		
Charges nettes sur cessions de valeurs mobilières de placement et d'instruments de trésorerie		

	31/12/2025 (12 mois)	31/12/2024 (12 mois)
	Total	Total
TOTAL DES CHARGES FINANCIERES (IV)	1 027 993	1 153 380
RESULTAT FINANCIER (III - IV)	362 197	387 291
RESULTAT COURANT AVANT IMPOTS (I - II + III - IV)	918 425	- 558 566
Produits exceptionnels (V)	236 657	1 210 571
Charges exceptionnelles (VI)	120 122	929 817
RESULTAT EXCEPTIONNEL (V - VI)	116 535	280 754
Participation des salariés aux résultats (VII)		
Impôts sur les bénéfices (VIII)	241 001	149 329
Total des produits (I + III + V)	171 089 241	165 694 449
Total des charges (II + IV + VI + VII + VIII)	170 295 283	166 121 589
EXCEDENT	793 958	
DEFICIT		- 427 141
<i>Dont activités sociales et médico-sociales sous gestion contrôlée</i>	380 289	- 182 592
CONTRIBUTIONS VOLONTAIRES EN NATURE		
Dons en nature	160 099	138 274
Prestations en nature		
Bénévolat	24 878	
TOTAL DES CONTRIBUTIONS VOLONTAIRES EN NATURE	184 976	138 274
CHARGES DES CONTRIBUTIONS VOLONTAIRES EN NATURE		
Secours en nature	160 099	138 274
Mises à disposition gratuite de biens		
Prestations en nature		
Personnel bénévole	24 878	
TOTAL DES CHARGES DES CONTRIBUTIONS VOLONTAIRES EN NATURE	184 976	138 274
(1) Redevances de crédit-bail mobilier	28 222	15 135
(2) Redevances de crédit-bail immobilier		

Annexes

1-Présentation de l'Association

L'association Vivre et devenir- Villepinte- Saint-Michel accueille, soigne et accompagne les personnes parmi les plus fragiles de la société.

L'association a été créée en 1918 par la congrégation des Sœurs de Marie-Auxiliatrice et a été reconnue d'utilité publique en 1920.

Aujourd'hui, l'association accompagne chaque année plus de 5000 personnes fragilisées par la maladie, le handicap, des difficultés sociales ou la dépendance et emploie plus de 2200 salariés.

Vivre et devenir accompagne les personnes dans leur projet de vie. Ceci peut se faire au sein des établissements spécialisés, quand cela est nécessaire, mais aussi par un suivi au plus près du milieu ordinaire (école, domicile...) grâce à des structures de coordination et à la mise en place de réponses innovantes.

L'association s'est fortement développée au cours des dix dernières années. Elle est passée de 8 établissements et services en 2009 à plus de 80 établissements, services et dispositifs en 2025. Cette croissance a été possible grâce à la réponse à des appels à projets et à des rapprochements avec d'autres associations.

Le projet associatif 2022-2026 renforce et guide cette dynamique de croissance. Sa vision : apporter une présence à chacun et un horizon pour tous. Ce projet fera l'objet d'une révision en 2026 avec une volonté affichée de centrer le projet sur les personnes accompagnées.

2-Gouvernance

L'association est organisée comme suit :

- L'assemblée générale donne les grandes orientations,
- Le conseil d'administration et le bureau assurent la gouvernance,
- Cinq commissions issues du conseil d'administration traitent de sujets spécifiques (commission des finances, commission évolution de l'offre, commission des pratiques professionnelles innovantes, commission prévention-santé et commission RH) et garantissent ainsi la coordination entre les administrateurs, la direction générale et les représentants des établissements,
- La direction générale dirige l'Association en veillant à la mise en œuvre au sein des établissements des décisions du conseil d'administration.

En outre, un Comité d'audit a été constitué et un plan annuel d'audit est mené sur la base d'une cartographie des risques associative.

Le fonctionnement opérationnel de l'association Vivre et devenir repose sur une étroite collaboration entre la direction générale, les directions régionales / territoriales et les établissements. L'année 2025 a été marquée par le départ du directeur général. La directrice générale adjointe lui a succédé.

La direction générale assure la mise en œuvre des décisions du conseil d'administration et accompagne les établissements et services dans leurs décisions stratégiques et leur mise en œuvre. Les équipes de la direction générale apportent un appui aux établissements, notamment sur les champs suivants :

- Ressources humaines, paye et droit social.
- Finances, comptabilité, achats et contrôle de gestion.
- Soutien aux projets complexes et à l'innovation.
- Qualité, management par la qualité, projets d'établissement, évaluation et certification.
- Systèmes d'information.
- Développement.
- Immobilier et maintenance.
- Communication et collecte de fonds.

La composition de la direction générale a notablement évolué au cours des dernières années. Cette évolution s'est faite en poursuivant les objectifs suivants, dans un contexte réglementaire et financier qui justifie de plus en plus la mise à disposition des établissements de compétences et d'expertises fortes dans les différents domaines de gestion :

- Accompagner la forte croissance de l'association et renforcer ses capacités à répondre aux attentes des établissements, notamment en termes de conseil, d'assistance et d'apport d'expertises
- Soutenir la mise en œuvre de :

Projets structurants tels que l'automatisation du processus d'élaboration des contrats de travail, la dématérialisation du process de commande et de facturation,

Projets complexes ou transversaux (ex. : dynamique commune à plusieurs établissements dans le cadre d'un CPOM, accompagnement de la transformation de l'offre, projets immobiliers ...),

Politiques associatives uniques notamment sur le champ des ressources humaines (formation, gestion des emplois et des parcours professionnels, prévention des risques professionnels, ...).

- Soutenir l'effort de structuration sur le volet des systèmes d'informations

Au regard du volume d'activité de l'association, dans le prolongement des échanges en conseil d'administration rappelant notamment la cohérence d'une organisation par territoire et de proximité, et à partir de retours d'expérience auprès d'associations comparables, le schéma organisationnel a été amené à évoluer en 2024 avec **plusieurs objectifs** :

- Structurer l'association en cohérence avec son dimensionnement, son positionnement national et ses perspectives de développement,
- Garantir le positionnement stratégique de la direction générale et lui permettre d'assurer ses missions de représentation,
- Impulser sur les territoires le développement de projets innovants, de transition vers l'inclusion et d'optimisation des réponses de soins et d'accompagnement et favoriser la participation active des acteurs internes et externes et leur coopération,
- Sécuriser le pilotage de l'offre d'accompagnement et les contractualisations régionales et départementales.
- Assurer un management et un soutien de proximité des directions d'établissements et services.
- Consolider les pôles de services régionaux et décliner le suivi budgétaire, financier et comptable des activités.
- Disposer sur les territoires d'ambassadeurs / représentants de Vivre et devenir auprès de l'ensemble des partenaires institutionnels publics et privés ainsi que pour tous les actes de gestion sur la région/le territoire.

Pour cela, 5 directions REGIONALES rattachées hiérarchiquement au directeur général ont été créées en 2024 : le Pôle handicap moteur et les Directions régionales Ile-de-France, Normandie, PACA, Grand-Est.

3-Etablissements et services

L'association Vivre et devenir gère 80 établissements/services et dispositifs sanitaires, médico-sociaux et sociaux ainsi qu'un centre culturel :

Les principaux établissements et dispositifs sont :

Dans le domaine sanitaire :

- Deux établissements hospitaliers de Soins Médicaux et de Réadaptation (SMR)
- Une clinique psychiatrique

Dans le champ médico-social enfant :

- Huit instituts médico-éducatifs (IME),
- Trois instituts d'éducation motrice (IEM)
- Huit services d'éducation spécialisée et de soins à domicile (SESSAD) et un SESSAD pro,
- Une maison d'enfants à caractère social (MECS)
- Un établissement pour les enfants à double vulnérabilité (ASE et handicap)

Dans les champs sociaux et médico-sociaux adulte :

- Trois foyers de vie,
- Deux Etablissements d'Accueil Médicalisé (EAM) couplés à des places de Foyer de vie
- Quatre maisons d'accueil spécialisé
- Un établissement d'hébergement pour personnes âgées dépendantes,
- Cinq résidences accueil,
- Deux services d'accompagnement médico-social pour adultes handicapés psychiques (SAMSAH),
- Trois services d'accompagnement et d'aide à domicile (SAAD),
- Plusieurs groupes d'entraide mutuelle (GEM),
- Un foyer de jeunes travailleuses.

Plusieurs dispositifs sont rattachés à ces établissements et services et illustrent la volonté de l'association d'être en adaptation continue et d'inscrire ses accompagnements dans le milieu ordinaire : unités d'enseignements, pôle de soutien à l'inclusion scolaire, dispositif intégré handicap, PCPE, PRH, équipe mobile soins palliatifs, dispositifs d'habitat inclusif, équipes mobiles handicap et protection de l'enfance, ...

Les établissements et services sont présents dans sept régions : Ile-de-France, Grand-Est, Normandie, Centre Val de Loire, Nouvelle-Aquitaine, Bourgogne Franche Comté et Provence Alpes Côte-d'Azur.

3.1-Valeurs de l'association Vivre et devenir

L'association Vivre et devenir a pour valeurs :

- L'accomplissement : chaque personne est unique et a le droit de se réaliser et de s'épanouir.
- La vitalité : la générosité et l'audace de nos projets ouvrent des voies nouvelles pour construire l'avenir.
- La responsabilité : notre démarche est tournée vers l'amélioration continue de nos pratiques, l'utilisation optimale de nos moyens et le respect de l'environnement.

L'Association Vivre et devenir - Villepinte - Saint-Michel œuvre en faveur des personnes fragilisées, là où les besoins sont mal couverts. L'assemblée générale de juin 2022 a validé le **projet associatif 2022- 2026**, qui comporte les trois grands axes stratégiques suivants :

- L'accomplissement des personnes, des familles et des bénévoles ;
- La consolidation et le développement des territoires dans une démarche de création de valeur partagée ;
- Une organisation agile qui valorise la capacité d'agir des collaborateurs.

4-Règles et méthodes comptables

4.1-Base de préparation des comptes sociaux

Les conventions générales comptables pour l'élaboration et la présentation des comptes annuels de l'exercice 2025 ont été appliquées, dans le respect du principe de prudence, conformément aux hypothèses de bases :

- Continuité de l'exploitation,
- Permanence des méthodes comptables d'un exercice à l'autre,
- Indépendance des exercices.

La méthode de base retenue pour l'évaluation des éléments inscrits en comptabilité est la méthode des coûts historiques.

Les comptes annuels ont été établis conformément aux règles et principes comptables généralement admis en France selon les dispositions du plan comptable général:

- Règlement ANC 2014-03 du 5 juin 2014 modifié par le règlement ANC 2022-06 du 4 novembre 2022)
- Du règlement ANC 2018-06 du 5 décembre 2018 relatif aux comptes annuels des personnes morales de droit privé à but non lucratif (Modifié par l'article 5 du règlement 2023-03 du 7 juillet 2023)
- Du règlement ANC n° 2019-04 relatif aux organismes gérants des établissements sociaux et médico-sociaux ;
- Du règlement ANC n° 2020-08 relatif aux comptes annuels des personnes morales de droit privé à but non lucratif ;
- De la nomenclature des comptes prévue dans l'instruction M22 et publiée dans l'arrêté du 27 décembre 2024 relatif au plan comptable applicable aux établissements et services privés sociaux et médico-sociaux relevant du I de l'article L. 312-1 du code de l'action sociale et des familles, dit M22bis.

Il a été également tenu compte des contraintes imposées par les organismes financeurs dans le cadre de la fixation de certains tarifs des prestations pouvant entraîner des dérogations aux principes comptables.

4.2-Organisation comptable

Agrégation des comptes de l'association et principe d'affectation des résultats

L'association gère des établissements dont la gestion est contrôlée **sauf pour la vie associative et le centre culturel**, qui sont en gestion libre .

Ces établissements tiennent une comptabilité séparée (art. R314.82 du Code de l'Action Sociale et des Familles (CASF)) et des comptes de liaison qui enregistrent toutes les opérations entre établissements et services. Afin d'obtenir les comptes annuels de l'organisme gestionnaire, il a été effectué :

- Une sommation des différentes comptabilités,
- Une élimination des opérations internes de l'Association. Il s'agit des créances et dettes réciproques figurant dans les comptes de liaison, des frais de services gérés en commun et des prestations réciproques.

4.3-Détermination du résultat

Le résultat comptable de l'Association est déterminé par différence entre les produits et les charges. Le résultat comptable comprend :

- Le résultat définitivement acquis des « Activités en gestion propre » ;
- Les résultats sous contrôle des tiers financeurs des « Activités contrôlées ».

Les établissements, y compris le siège, sont sous contrôle des Agences Régionales de Santé (ARS) ou des Conseils Départementaux (CD) qui se prononcent sur l'opposabilité des dépenses et des ressources en application de l'article R.314-52 du C.A.S.F

En ce sens, trois niveaux de résultats apparaissent:

- Le **résultat comptable** : respecte les principes et règles comptables en vigueur. C'est ce résultat qui, une fois consolidé, est certifié par les Commissaires aux comptes et approuvé par l'Assemblée Générale.
- Le **résultat effectif** : correspond au résultat comptable auquel on ajoute le résultat N-2 tel que notifié par le financeur (c'est-à-dire pour l'exercice 2025, celui de l'année 2023).
- Le **résultat à affecter** : reprend le résultat effectif auquel on retranche la dette des congés payés sur certains établissements financés par les Conseils Départementaux qui n'accepteront pas cette charge l'année de la provision, mais seulement l'année de la prise effective des congés. Ces « *retraitements congés payés* » sont de plus en plus marginaux.

Le résultat de l'association est issu de la compensation entre les excédents de certains établissements ou services avec les déficits de certains établissements ou services. Compte tenu des modalités de financement utilisées et de l'indépendance de chaque établissement ou service, ces compensations ne peuvent exister de fait.

4.4-Correction d'erreur comptable et de présentation

L'association a clarifié le traitement comptable applicable à l'effort construction en distinguant :

- Les établissements sous dotation globale ou CPOM : la notion de prêt a été retenue avec une comptabilisation à l'actif immobilisé. Les autres établissements : constatation de la charge dans l'exercice

En 2025 a été corrigé l'erreur de comptabilisation au titre des comptes :

- 2024 en produits exceptionnels pour 221K€, initialement comptabilisé à l'actif immobilisé
- 2025 au crédit de la charge concernée pour 237K€

4.5-Changement de réglementation comptable

Le règlement ANC n° 2022-06 du 4 novembre 2022 relatif à la modernisation des états financiers s'applique aux comptes afférents aux exercices ouverts à compter du 1er janvier 2025. Il en est de même pour le règlement ANC 2023-03 du 7 juillet 2023 modifiant le règlement ANC 2018-06.

Ainsi, pour tout exercice ouvert à compter du 1er janvier 2025, l'Association présente ses états financiers conformément aux dispositions et aux modèles figurant dans ces Règlements.

La première application du Règlement correspond au changement de réglementation, donc au changement de méthode comptable, y compris lorsque les conséquences de ce changement n'ont d'incidence que sur la présentation des états financiers.

Les dispositions du Règlement s'appliquent à compter de l'exercice de première application sans emporter de conséquences sur les comptes antérieurs, autres que les reclassements nécessaires pour se conformer aux nouveaux modèles de bilan et de compte de résultat lors du premier exercice d'application.

4.6-Changement de présentation des comptes annuels

Lors du premier exercice d'application, l'Association présente le bilan et le compte de résultat conformément aux modèles figurant dans le présent règlement.

Le bilan et le compte de résultat de l'exercice précédent l'exercice de première application sont présentés selon ces modèles, le cas échéant, en procédant à des reclassements.

Par simplification, les transferts de charges constatés dans le compte de résultat de l'exercice précédent sont présentés, dans la colonne « Exercice N-1 », dans les postes relatifs aux reprises sur dépréciations, provisions (et amortissements).

Les informations pertinentes et nécessaires à la compréhension des changements de présentation sont fournies dans l'annexe.

4.7-Immobilisations corporelles et incorporelles

4.7.1-Coût d'entrée des immobilisations incorporelles et corporelles

Les immobilisations incorporelles et corporelles sont évaluées à leur coût d'acquisition pour les actifs acquis à titre onéreux, à leur coût de production pour les actifs produits par l'association, à leur valeur vénale pour les actifs acquis à titre gratuit et par voie d'échange.

Le coût d'une immobilisation est constitué de son prix d'achat, y compris les droits de douane et taxes non récupérables, après déduction des remises, rabais et escomptes de règlement, de tous les coûts directement attribuables engagés pour mettre l'actif en place et en état de fonctionner selon l'utilisation prévue. Tous les coûts qui ne font pas partie du prix d'acquisition de l'immobilisation et qui ne peuvent pas être rattachés directement aux coûts rendus nécessaires pour mettre l'actif en place et en état de fonctionner conformément à l'utilisation prévue, sont comptabilisés en charges.

Le cas échéant, les droits de mutation, honoraires ou commissions et frais d'actes liés à l'acquisition, sont inclus dans le coût d'acquisition des immobilisations.

Les frais d'établissement sont immobilisés.

4.7.2-Immobilisations incorporelles

4.7.2.1-Amortissement

L'amortissement des immobilisations incorporelles est calculé en fonction du rythme de consommation des avantages économiques attendus de l'actif. À ce titre, seul le mode linéaire est retenu sur les durées suivantes :

Immobilisations incorporelles	Amortissements pour dépréciation
Logiciels informatiques	3 à 4 ans (L)*
Site internet	3 ans (L)
Autres immobilisations incorporelles	5 ans (L)
*(L : Linéaire, D : Dégressif ; E : Exceptionnel)	

4.7.2.2-Dépréciation

Une immobilisation est dépréciée lorsque sa valeur nette comptable est supérieure à sa valeur actuelle estimée (la plus élevée de la valeur vénale et de la valeur d'usage).

4.7.3-Immobilisations corporelles

4.7.3.1-Amortissement

L'amortissement des immobilisations corporelles est calculé en fonction du rythme de consommation des avantages économiques attendus de l'actif. À ce titre, seul le mode linéaire est retenu sur les durées suivantes :

Immobilisations corporelles	Amortissements pour dépréciation
Constructions	15 à 50 ans (L)
Agencements, aménagements	10 à 20 ans (L)
Installations, matériels, outillages	5 à 10 ans (L)
Matériel de transport	3 à 5 ans (L)
Mobilier et matériel de bureau	5 à 10 ans (L)
Matériel informatique	3 à 5 ans (L)
<p>*(L : Linéaire, D : Dégressif ; E : Exceptionnel)</p> <p>Pour les constructions, la méthode des composants est appliquée depuis plusieurs années.</p> <p>L'amortissement est pratiqué à compter de la mise en service de l'élément d'actif à amortir selon la règle du prorata temporis.</p>	

4.8-Immobilisations financières

4.8.1-Participations et titres immobilisés

Les titres de participation sont évalués à leur coût d'acquisition y compris les frais accessoires.

Lorsque la valeur d'inventaire est inférieure au coût d'acquisition, une dépréciation est constituée du montant de la différence.

4.9-Etat des stocks

Les différentes catégories de stock ont été valorisées au 31 décembre 2025. La valeur brute des marchandises et des approvisionnements comprend le prix d'achat et les frais Accessoires

4.10-Créances

Les créances clients sont valorisées à leur valeur nominale.

Une provision pour dépréciation est pratiquée lorsque la valeur d'inventaire est inférieure à la valeur comptable. Les risques liés à des litiges connus au moment de l'établissement des comptes dont la survenance a été estimée probable et dont les risques sont quantifiables font l'objet de provisions

4.11-Dettes

Les dettes sont évaluées à la valeur nominale.

4.12-Engagement de retraite

Les engagements de l'Association *Vivre et Devenir* au titre des engagements de départ en retraite sont évalués selon la méthode des droits accumulés en fin de carrière. Le calcul est réalisé conformément à la méthode rétrospective proratisée sur l'ancienneté, qui consiste à déterminer, pour chaque salarié, le droit total théorique acquis à la date de départ à la retraite, puis à en comptabiliser la quote-part correspondant à l'ancienneté acquise à la date de clôture. Cette méthode tient compte des hypothèses actuarielles retenues (taux d'actualisation, évolution des rémunérations, tables de mortalité) et permet une estimation fiable de l'engagement à inscrire au passif.

Le montant provisionné dans les comptes de l'association au titre des engagements pour départ à la retraite s'élève à la clôture de l'exercice à 8 040 150 €. Cette provision a été déterminée selon un calcul actuariel au 31/12/2025.

Les hypothèses retenues pour l'évaluation de l'indemnité de départ à la retraite sont :

- Calcul basé sur le salaire en fin de carrière ;
- Calcul basé sur les Conventions 51 et 66;
- Départ volontaire ou à l'initiative du salarié ;
- Age de départ en retraite: 60-64 ans ;
- Taux d'actualisation retenu : 3.90 % ;
- Taux moyen de charges sociales : 55 % ;
- Taux moyen d'augmentation des salaires : 1.5 % ;
- Taux de contribution employeur : 50% ;
- Table de mortalité : INSEE 2024 ;
- Taux de rotation moyen pour les établissements Ile de France (IDF) et faible pour les autres établissements;
- Pour les salariés de plus de 55 ans sous la convention CCN 66, un complément a été intégré pour tenir compte de leur ancienneté dans la convention évaluer a 200K€.

4.13-Provisions

Toute obligation actuelle résultant d'un événement passé de l'entreprise à l'égard d'un tiers, susceptible d'être estimée avec une fiabilité suffisante, et couvrant des risques identifiés, fait l'objet d'une comptabilisation au titre de provision.

4.14-Etats des placements

Les placements correspondent à des contrats de capitalisation en fonds euros. 805K € d'intérêts capitalisés ont été comptabilisés dans le résultat au titre de l'exercice 2025.

Ces intérêts sont soumis à l'impôt sur les sociétés (IS) au taux de 24 %. L'IS correspondant a fait l'objet d'une provision.

4.15-Disponibilités

Comptes bancaires et caisses

Les disponibilités comprennent les espèces ou valeurs assimilables en banque et en caisse.

Les disponibilités sont évaluées à leur valeur nominale.

5-Autres règles comptables spécifiques

5.1-Biens et créances reçus par legs et donations destinés à être cédés

Les biens reçus par legs et donations par l'entité au cours de l'exercice sont comptabilisés à l'actif à la date d'acceptation par le Conseil d'Administration. Ces biens ne sont pas amortis.

Les disponibilités et titres de placements financiers à recevoir sont également comptabilisés à l'actif dans un compte de créances dès l'acceptation.

Les obligations attachées à ces legs et donations sont constatées en dettes ou en provisions également lors de l'acceptation.

A la clôture de l'exercice, la valeur correspondante des actifs et passifs acceptés et pas encore réalisés est portée en fonds reportés est de 42 690€.

5.2-Provisions réglementées

Le règlement 2019-04 admet les provisions réglementées définies dans le Code de l'action sociale et des familles suivantes :

- Provisions réglementées pour couverture du besoin en fonds de roulement des ESSMS
- Provisions réglementées afférentes aux plus-values nettes de cession d'actifs des ESSMS
- Provisions réglementées pour produits financiers des ESSMS

Ces provisions ont pour objet d'apporter aux établissements des financements complémentaires qui ne sont pas liés à l'exploitation.

La provision pour renouvellement des immobilisations, prévue dans l'instruction M21, secteur sanitaire, n'est pas remise en cause, sa comptabilisation est inchangée. Il a été néanmoins procédé par homogénéité au reclassement de ces provisions en fonds dédiés pour investissement.

6-Faits caractéristiques d'importance significative, de l'exercice et postérieurs à la clôture

6.1-Faits caractéristiques de l'exercice

6.1.1- Périmètre de l'association

Le périmètre de 2025 est stable et identique à celui de 2024.

L'intégration du Pôle Handicap moteur (l'ex-AEHM a fusionné avec Vivre et devenir le 1^{er} janvier 2024) s'est poursuivie avec une harmonisation comptable, l'intégration des bases de données comptables et la préparation de l'intégration des bases paie.

Le mandat de gestion avec l'association la Clé a abouti à la signature d'un traité de fusion le 20 juin 2025. Une convention de dévolution des actifs de l'UACLUB a par ailleurs été signée le 10 octobre 2025. Ces deux opérations seront effectives au 1^{er} janvier 2026.

Un mandat de gestion a été signé avec l'association CDSEA 91 le 20 juin 2025. Un projet de fusion-absorption du CDSEA par Vivre et devenir est actuellement à l'étude.

6.1.2-Autres faits majeurs ayant un impact significatif sur les comptes de l'exercice

6.1.2.1- Croissance interne de l'activité

L'association a poursuivi son développement avec la création en 2025 de nouvelles places et dispositifs générant des ressources complémentaires de 1,3 M€.

En parallèle, le déploiement complet des places et dispositifs créés en 2024 représente une augmentation de ressources de 4,3 M€.

Nous observons aussi une hausse sensible de l'activité de certains établissements (Côté Cours, le centre culturel St Paul et les Maryzis notamment) générant 0,6 M€ de produits supplémentaires.

6.1.2.1.1- Autres produits significatifs

Sur nos deux SMR, une croissance des produits de 1,9 M€ est constatée en lien avec la réforme du financement du sanitaire et à une hausse de l'activité sanitaire.

Des crédits non renouvelables « Etablissements en difficulté » ont été perçus sur les établissements du Centre Val de Loire à hauteur de 422 K€.

Une surestimation de la dotation versée par l'ARS Île-de-France au titre de l'activité 2025 a été constatée. Cette situation a eu pour effet d'impacter positivement le résultat de l'exercice 2025 à hauteur de +545 K€.

6.1.2.1.2- Coûts salariaux

La progression des charges de personnel en 2025 résulte principalement de l'évolution des effectifs, en lien avec la montée en charge des dispositifs ouverts récemment, ainsi que des mesures salariales intervenues au cours de l'exercice.

Les comptes intègrent par ailleurs les estimations et provisions de clôture relatives aux engagements sociaux et aux risques identifiés à la date d'arrêté des comptes.

6.1.2.1.3- Risques sur l'exploitation

Les services vétérinaires ont émis une injonction de travaux sur la cuisine centrale de Sainte Marie. Une provision de 300 K€ a été passée dans les comptes en lien avec les charges qui vont être occasionnées pour répondre à cette injonction.

La provision relative au litige concernant l'IME Marie Auxiliatrice a fait l'objet d'un complément de 300 K€ à la clôture de l'exercice, au regard de l'évolution du dossier et des éléments d'appréciation disponibles à la date d'arrêté des comptes.

6.1.2.1.4- Autres éléments ayant un impact significatif sur le résultat

Le coût de l'intégration du Pôle handicap moteur dans les bases comptables et paie de Vivre et devenir constitue un coût de 162 K€ sur l'exercice.

Certains établissements (le pôle St Louis, l'EHPAD du Château d'Ay et la Clinique Sainte Marthe) ont connu, au cours de l'exercice, des contextes locaux ayant pesé sur leurs résultats. L'association a engagé des mesures d'accompagnement afin de soutenir leur trajectoire de retour progressif à l'équilibre.

7- Evènements significatifs postérieurs à la clôture

Aucun évènement significatif n'est à mentionner

8- Informations relatives à l'actif

Actif immobilisé

	31/12/2024 (12 mois)	Augmentations		Diminutions		31/12/2025 (12 mois)	Valeur d'origine des immos réévaluées
	Montant début d'exercice	Réévaluations	Acquisitions et assimilés	Virement poste à poste	Cessions et assimilés	Montant fin d'exercice	
FRAIS D'ETABLISSEMENT							
Frais d'établissement	288 187		10 743	185 736	46 687	437 979	
Sous-total	288 187		10 743	185 736	46 687	437 979	
IMMOBILISATIONS INCORPORELLES							
Frais de développement							
Donations temporaires d'usufruit							
Concessions, brevets, licences, marques, procédés, solutions informatiques, droits et valeurs similaires	1 179 993		28 750	- 157 836	16 357	1 034 550	
Fonds commercial							
Autres immobilisations incorporelles	221 616				811	220 806	
Immobilisations incorporelles en cours	42 768			- 27 900	14 868		
Avances et acomptes sur immobilisations incorporelles							
Sous-total	1 444 377		28 750	- 185 736	32 036	1 255 355	
IMMOBILISATIONS CORPORELLES							
Terrains	3 148 462		16 590			3 165 052	
Constructions	148 489 693		398 081	443 935	212 437	149 119 272	
Constructions sur sol propre	86 993 718		45 851	443 935	7 200	87 476 304	
Constructions sur sol d'autrui	31 555 125		40 800			31 595 925	
Installations générales, agencements, aménagements des constructions	29 940 850		311 430		205 237	30 047 043	
Installations techniques matériels et outillages industriels	14 155 053		1 685 266	31 409	1 107 215	14 764 512	
Autres immobilisations corporelles	25 691 550		3 144 651	403 192	549 190	28 690 203	
Installations générales, agencements, aménagements divers	10 690 583		1 648 205	249 910	181 906	12 406 792	
Matériel de transport	5 252 724		713 429	121 400	269 218	5 818 335	
Matériel de bureau et informatique, mobilier	8 848 112		775 739	25 915	91 949	9 557 817	
Emballages récupérables et divers	900 131		7 278	5 967	6 117	907 258	
Immobilisations corporelles en cours	726 026		991 923	- 878 536	198 100	641 312	
Avances et acomptes sur immobilisations corporelles							
Sous-total	192 210 784		6 236 510		2 066 943	196 380 352	
BIENS RECUS PAR LEGS OU DONATIONS DESTINES A ETRE CEDES							
Biens reçus par legs ou donations destinés à être cédés	40 600					40 600	
Sous-total	40 600					40 600	
IMMOBILISATIONS FINANCIERES							
Participations évaluées par mise en équivalence							
Autres participations	93 130		30		91 276	1 884	
Créances rattachées à des participations	316		425 983		15	426 283	
Autres titres immobilisés	563 437		444 263		348 687	659 014	
Prêts	1 503 418		1 009 363		636 886	1 875 894	
Autres immobilisations financières	447 795		129 482		236 541	340 735	
Sous-total	2 608 095		2 009 121		1 313 405	3 303 811	

	31/12/2024 (12 mois)	Augmentations		Diminutions		31/12/2025 (12 mois)	Valeur d'origine des immos réévaluées
	Montant début d'exercice	Réévaluations	Acquisitions et assimilés	Virement poste à poste	Cessions et assimilés	Montant fin d'exercice	
Total	196 592 043		8 285 124		3 459 071	201 418 097	

Amortissements

	Montant début d'exercice	Augmentations	Diminutions	Montant fin d'exercice
FRAIS D'ETABLISSEMENT				
Frais d'établissement	94 987	235 695	46 687	283 995
Sous-total	94 987	235 695	46 687	283 995
IMMOBILISATIONS INCORPORELLES				
Frais de développement				
Donations temporaires d'usufruit				
Concessions, brevets, licences, marques, procédés, solutions informatiques, droits et valeurs similaires	1 116 304	36 104	189 526	962 882
Fonds commercial				
Autres immobilisations incorporelles	188 710	17 222	11 747	194 185
Sous-total	1 305 014	53 326	201 273	1 157 067
IMMOBILISATIONS CORPORELLES				
Terrains	684 303	89 913	2 297	771 919
Constructions	75 956 766	6 362 717	1 157 397	81 162 086
Constructions sur sol propre	45 555 621	3 322 661	224 137	48 654 145
Constructions sur sol d'autrui	11 667 562	1 118 297		12 785 859
Installations générales, agencements, aménagements des constructions	18 733 583	1 921 759	933 260	19 722 082
Installations techniques matériels et outillages industriels	11 505 857	3 000 308	2 453 240	12 052 925
Autres immobilisations corporelles	17 661 652	2 850 055	1 033 255	19 478 453
Installations générales, agencements, aménagements divers	6 368 725	1 251 824	430 780	7 189 769
Matériel de transport	3 953 891	562 819	330 411	4 186 298
Matériel de bureau et informatique, mobilier	6 614 022	973 226	265 247	7 322 001
Emballages récupérables et divers	725 014	62 187	6 817	780 384
Sous-total	105 808 579	12 302 994	4 646 190	113 465 383
Total	107 208 580	12 592 015	4 894 150	114 906 445

Le montant du transfert de compte à compte, s'élevant à 185 523 €, a été enregistré en augmentations au niveau des frais d'établissement et, en parallèle, en diminutions au niveau des concessions pour le même montant.

Stocks

	Exercice N	Exercice N-1
Matières premières et autres approvisionnements	279 106	271 192
En-cours de production		
Produits finis		
Marchandises	18 653	17 414
Total	297 759	288 607

Créances

	Montant Brut	A moins d'un an	A plus d'un an
CRÉANCES DE L'ACTIF IMMOBILISÉ	2 642 913	343 435	2 299 478
Créances rattachées à des participations	426 283		426 283
Prêts (1) (2)	1 875 894	2 700	1 873 194
Autres immobilisations financières	340 735	340 735	
CRÉANCES DE L'ACTIF CIRCULANT	10 567 078	9 512 266	1 054 812
Créances clients	8 490 204	7 435 392	1 054 812
Clients douteux ou litigieux	613 782		613 782
Autres Créances bénéficiaires et comptes rattachés	7 876 422	7 435 392	441 030
Créances sociales	196 827	196 827	
Personnel et comptes rattachés	53 357	53 357	
Sécurité sociale et autres organismes sociaux	143 470	143 470	
Créances fiscales	413 727	413 727	
Impôts sur les bénéfices			
Taxe sur la valeur ajoutée	24 706	24 706	
Autres impôts, taxes et versements assimilés	4 422	4 422	
Etat et autres collectivités publiques - Divers	384 599	384 599	
Autres créances	1 028 581	1 028 581	
Confédérations, fédérations, unions et entités affiliés débiteurs			
Créances reçues par legs ou donations			
Débiteurs divers	1 028 581	1 028 581	
Charges constatées d'avance	437 739	437 739	
Total	13 209 991	9 855 701	3 354 289
(1) Prêts accordés en cours d'exercice			
(2) Remboursements obtenus en cours d'exercice		636 886	

Provisions pour dépréciations

	Montant début d'exercice	Dotations	Reprises	Montant fin d'exercice
Dépréciations des immobilisations incorporelles				
Dépréciations des immobilisations corporelles				
Dépréciations sur actifs reçus par legs ou donations				
Dépréciations des immobilisations financières	12 000			12 000
Dépréciation sur titres mis en équivalence				
Dépréciation sur titres de participation				
Dépréciations des autres immobilisations financières	12 000			12 000
Dépréciations des stocks et en-cours				
Dépréciations des créances usagers	202 458	474 130	110 380	566 209
Autres provisions pour dépréciations	436 077	154 294	435 414	154 958
Dépréciations sur autres créances	436 077	154 294	435 414	154 958
Dépréciations des valeurs mobilières de placements				
Total	650 535	628 425	545 794	733 166

Le montant du transfert de compte à compte, s'élevant à 332 775 €, a été enregistré en augmentations au niveau des dépréciations des créances usagers et, en parallèle, en diminutions au niveau des dépréciations sur autres créances pour le même montant.

Charges constatées d'avance

	Solde comptable 486	Exploitation	Exceptionnel	Financier
Charges constatées d'avance	437 739	437 739		
Total	437 739	437 739		

Valeurs mobilières de placement

	Valeur Comptable	Valorisation des titres 31/12/2025	Plus value latente	Moins value latente
Actions	-	-	-	-
Obligations	-	-	-	-
OPCVM	14 500 794	14 510 737	9 943	-

Détail OPCVM

Crédit COOP DG			
C. COOP FR00141400DQY9	6 000 856 €	6 005 064 €	4 208 €
Caisse d'épargne DG			
CE MONE PLUS FR0010885210	2 500 000 €	2 501 205 €	1 205 €
COMPTE 50810100	8 500 856 €		
Crédit COOP VA			
C. COOP FR0000293698	3 999 999 €	4 003 250 €	3 251 €
CIC VA			
CM-AM MONE PREMIUM	1 999 939 €	2 001 218 €	1 279 €
COMPTE 50810300	5 999 938 €		
	14 500 794 €	14 510 737 €	9 943 €

9- Informations relatives au passif

Variation des fonds propres

	A l'ouverture de l'exercice	Affectation du résultat	Augmentation	Diminution ou consommation	A la clôture de l'exercice
Fonds propres sans droit de reprise	21 122 984		25 581	24 996	21 123 569
Fonds propres avec droit de reprise	1 536 795				1 536 795
Ecart de réévaluation					
Réserves	38 594 374		5 205 532	3 035 495	40 764 411
Dont réserves des activités sociales et médico-sociales sous gestion contrôlée	35 360 444		5 120 884	2 821 715	37 659 614
Report à nouveau	-1 846 972	- 427 141	629 831	2 720 389	-4 860 012
Dont report à nouveau des activités sociales et médicosociales sous gestion contrôlée	-2 241 544		2 508 374	3 611 661	-3 840 173
Excédent ou déficit de l'exercice	- 427 141	427 141	793 958		793 958
Dont résultat des activités sociales et médicosociales sous gestion contrôlée	- 182 592	182 592	380 289		380 289
Situation nette (sous total)	58 980 041		6 654 902	5 780 880	59 358 721
Fonds propres consommables					
Subventions d'investissement	9 675 169			455 379	9 219 790
Provisions réglementées	4 298 839		832 120	803 654	4 318 243
Total	72 954 048		7 487 022	7 039 913	72 896 754

Le montant du transfert entre comptes de reports à nouveau a été intégré dans les diminutions, pour un total de 247 671€.

Ventilation des résultats par activité

	Excédent	Déficit	Total
EXERCICE N			
Résultat de l'exercice	793 958		
Dont Hors activités sociales et médico-sociales	413 669		413 669
Dont Autres activités sociales et médico-sociales			
Dont Activités sociales et médico-sociales sous gestion contrôlée	380 289		380 289
Ecart			
EXERCICE N-1			
Résultat de l'exercice		- 427 141	
Dont Hors activités sociales et médico-sociales		- 244 549	- 244 549
Dont Autres activités sociales et médico-sociales			
Dont Activités sociales et médico-sociales sous gestion contrôlée		- 182 592	- 182 592
Ecart			

Subvention d'investissement

	31/12/2024 (12 mois)	Variations de l'exercice		31/12/2025 (12 mois)
	Solde à l'ouverture de l'exercice	Augmentation	Diminution	Solde à la clôture de l'exercice
Montant nominal	16 152 668	191 932	246 310	16 098 290
Quotes-parts virées au résultat	6 477 499	647 011	246 310	6 878 500
Subventions d'investissement nettes	9 675 169	- 455 079		9 219 790

Provisions réglementées

	Montant début d'exercice	Dotations	Reprises	Montant fin d'exercice
Provisions réglementées pour couverture du besoin en fonds de roulement des ESMS	1 104 973			1 104 973
Provisions réglementées destinées à renforcer la couverture du BFR, dotation par recours à l'emprunt				
Provisions réglementées destinées à renforcer la couverture du BFR, dotation par financement de l'autorité de tarification	240 204			240 204
Autres provisions réglementées pour couverture du besoin en fonds de roulement	864 769			864 769
Provisions pour hausse des prix				
Amortissements dérogatoires	11 028		11 028	
Autres provisions réglementées	3 182 839	832 120	792 626	3 213 270
Provisions réglementées pour produits financiers des ESSMS				
Provisions réglementées afférentes aux plus-values nettes d'actif immobilisé	2 370 622	832 120		3 193 680
Provisions réglementées afférentes aux plus-values nettes d'actif circulant	809 217		792 626	16 590
Autres provisions réglementées	3 000			3 000
Total	4 298 839	832 120	803 654	4 318 243

Le montant du transfert entre compte à compte des provisions réglementées afférentes aux plus values nettes d'actif immobilisé a été intégré dans les dotations pour un montant de 761 998€.

Fonds reportés

	Montant début d'exercice	Augmentation	Diminution	Montant fin d'exercice
Fonds reportés liés aux legs ou donations	42 690			42 690
Fonds reportés liés aux donations temporaires d'usufruit				
Total	42 690			42 690

Fonds dédiés

	Utilisations				A la clôture de l'exercice	
	A l'ouverture de l'exercice	Reports	Montant global	dont remboursements	Transferts	Montant global dont fonds dédiés correspondant à des projets sans dépense au cours des deux derniers exercices
Contributions financières des autorités de tarification	20 695 761	774 408	2 096 878		- 47 939	19 421 231
Fonds dédiés à l'investissement	19 125 646	149 596	1 096 879		- 47 939	18 226 303
Fonds dédiés à l'exploitation	1 570 115	624 812	999 999			1 194 927
Autres contributions financières des autorités de tarification						
Fondations abritées						
Fondations abritées						
Subvention D'exploitation						
Subvention D'exploitation	3 807 689	447 593	1 259 756			2 995 526
Contributions financières d'autres organismes						
Contributions financières d'autres organismes	2 503 088	66 500	295 036		- 32 737	2 307 290
Ressources liées à la générosité du public	167 279	244 030	51 510		17 550	342 248
Legs et donations	33 357	70 594	32 173		17 550	168 813
Dons	35 642	13 911	17 550			13 911
Mécénats	1 786		1 786			
Autres	96 494	159 524				159 524
Total	27 173 817	1 532 531	3 703 180		- 63 126	25 066 295

Provisions pour risques et charges

	Montant début d'exercice	Dotation	Reprise utilisée	Reprise non utilisée	Montant fin d'exercice
PROVISIONS POUR RISQUES					
Pour litiges	2 284 696	782 295	511 258		2 499 733
Pour garanties données aux clients					
Pour amendes et pénalités					
Pour pertes de change					
Pour pertes sur contrat					
Autres provisions pour risques	233 572	259 108	72 930		419 750
Sous-total	2 518 268	1 041 403	584 188		2 919 483
PROVISIONS POUR CHARGES					
Charges sur legs ou donations					
Pour pensions et obligations similaires	7 668 995	815 440	747 956		8 040 150
Pour restructurations					
Pour impôts	550 442	104 588			655 030
Pour renouvellement des immobilisations - entreprises concessionnaires					
Pour gros entretiens ou grandes visites	288 711				288 711
Pour remise en état					
Autres provisions pour charges	156 094	1 850 989	56 000		1 951 083
Sous-total	8 664 243	2 771 017	803 956		10 934 974
Total des provisions	11 182 511	3 812 420	1 388 144		13 854 458

Dettes

	Montant Brut	Échéance à 1 an	Échéance à plus d'1 an et 5 ans au plus	Échéance à plus de 5 ans
EMPRUNTS ET DETTES ASSIMILEES	38 074 181	3 508 921	20 315 990	14 249 270
Emprunts obligataires convertibles (1) (2)				
Autres emprunts obligataires (1) (2)				
Emprunts et dettes auprès des établissements de crédit (1) (2)	37 658 953	3 093 693	20 315 990	14 249 270
- Dont à 1 an au maximum à l'origine				
- Dont à plus de 1 an à l'origine	37 658 953	3 093 693	20 315 990	14 249 270
Emprunts et dettes financières divers (1) (2)	415 229	415 229		
Fournisseurs et comptes rattachés	4 731 206	4 731 206		
AUTRES DETTES	19 517 146	19 517 146		
Dettes sur legs ou donations				
Dettes sociales	15 179 164	15 179 164		
Personnel et comptes rattachés	7 111 650	7 111 650		
Sécurité sociale et autres organismes sociaux	8 067 514	8 067 514		
Dettes fiscales	3 077 242	3 077 242		
Impôts sur les bénéfices	241 001	241 001		
Taxe sur la valeur ajoutée	9 277	9 277		
Obligations cautionnées				
Autres impôts, taxes et assimilés	2 826 964	2 826 964		
Autres	1 260 740	1 260 740		
Dettes sur immobilisations et comptes rattachés	279 078	279 078		
Confédérations, fédérations, unions et entités affiliés créditeurs				
Autres dettes	981 662	981 662		
Produits constatés d'avance	129 320	129 320		
Total	62 451 853	27 886 593	20 315 990	14 249 270
(1) Emprunts souscrits en cours d'exercice				
(2) Emprunts remboursés en cours d'exercice	3 032 337			

Dettes garanties

	Dettes garanties	Montant des surétés	Valeurs comptables des biens donnés en garantie
Emprunts et dettes financières	29 683 283	29 683 283	
TOTAL	29 683 283	29 683 283	

Produits constatés d'avance

	Solde comptable 487	Exploitation	Exceptionnel	Financier
Produits constatés d'avance	129 320	129 320		
Total	129 320	129 320		

10- Informations relatives au compte de résultat

Ventilation du chiffre d'affaires

	France	Exportations et livraisons intracommunautaires	Total
Ventes de marchandises	255 897		255 897
Production vendue - biens			
Production vendue - services	7 875 180		7 875 180
Chiffre d'affaires net	8 131 077		8 131 077

Subventions et Concours Publics

	Union Européenne	Etat	Collectivités Territoriales	Caisse d'allocations familiales	Autres	Total
Concours publics		150 297 155				150 297 155
Subvention d'exploitation		2 794 060				2 794 060
Subvention d'investissement		195 527				195 527
Total		153 286 742				153 286 742

Legs et donations

	Montant brut
PRODUITS	38 874
Montant perçu au titre d'assurances-vie	38 874
Montant de la rubrique de produits "legs ou donations"	
Prix de vente des biens reçus par legs ou donations destinés à être cédés	
Reprise des dépréciations d'actif reçus par legs ou donations destinés à être cédés	
Utilisation des fonds reportés liés aux legs ou donations	
CHARGES	
Valeur nette comptable des biens reçus par legs ou donations destinés à être cédés	
Dotation aux dépréciations d'actif reçus par legs ou donations destinés à être cédés	
Report en fonds reportés liés aux legs ou donations	
Total	38 874

Charges à payer

	31/12/2025 (12 mois)	31/12/2024 (12 mois)	Variation Euros	Variation %
Intérêts courus à payer - sur emprunts et dettes assimilées	207 138	1 125 871	- 918 733	- 82
Intérêts courus à payer - sur dettes rattachées à des participations				
Fournisseurs - Factures non parvenues	1 308 092	1 441 003	- 132 911	- 9
Clients - Rabais, remises et ristournes à accorder	79 472	79 113	359	
Personnel - Charges à payer	6 645 795	5 873 748	772 047	13
Organismes sociaux - Charges à payer	2 811 196	2 477 504	333 692	13
Etat - Charges à payer	697 734	906 051	- 208 316	- 23
Groupes et Associés - Charges à payer				
Charges à payer - Divers	281 538	383 482	- 101 944	- 27
Total	12 030 965	12 286 772	- 255 808	- 2

Produits à recevoir

	31/12/2025 (12 mois)	31/12/2024 (12 mois)	Variation Euros	Variation %
Intérêts courus à recevoir - sur immobilisations financières				
Fournisseurs - Rabais, remises et ristournes à obtenir	181 316	28 836	152 480	529
Clients - Factures à établir	1 105 402	1 455 766	- 350 364	- 24
Personnel - Produits à recevoir	49 978	41 744	8 234	20
Organismes sociaux - Produits à recevoir		50 593	- 50 593	- 100
Etat - Produits à recevoir	389 021	570 742	- 181 721	- 32
Groupes et Associés - Produits à recevoir				
Intérêts courus à recevoir - Sur valeurs mobilières de placement et disponibilités	4 604 706	3 874 355	730 351	19
Produits à recevoir - Divers	158 268	379 889	- 221 621	- 58
Total	6 488 691	6 401 925	86 765	1

Honoraires CAC

	CAC
Honoraires afférents à la certification des comptes	112 242
Honoraires afférents à la certification des informations en matière de durabilité	
Honoraires afférents aux services autres que la certification des comptes et la certification des informations en matière de durabilité	6 000
Total	118 242

Résultat exceptionnel

	31/12/2025 (12 mois)	31/12/2024 (12 mois)	Variation
	Total	Total	Variation Euros
ELÉMENTS EXCEPTIONNELS SUR AMORTISSEMENTS, PROVISIONS ET DÉPRÉCIATIONS			
Amortissements exceptionnels des immobilisations	50 000	50 000	
Provisions réglementées sur immobilisations	11 028	5 238	5 789
Dotations			
Reprises	11 028	5 238	5 789
Provisions réglementées sur stocks			
Dotations			
Reprises			
Autres provisions réglementées	- 65 586	- 48 447	- 17 139
Dotations	70 122	56 449	13 673
Reprises	4 536	8 002	- 3 466
Provisions exceptionnelles			
Dotations			
Reprises			
Dépréciations exceptionnelles			
Dotations			
Reprises			
Résultat sur amortissements, provisions et dépréciations exceptionnelles	- 104 559	- 93 209	- 11 350
AUTRES ÉLÉMENTS EXCEPTIONNELS			
Produits	221 094	1 197 331	-1 197 331
Correction d'erreur			
Changement de méthode			
Evènement majeur et inhabituel			
Autres produits exceptionnels	221 094	1 197 331	-1 197 331
Charges		823 368	- 823 368
Correction d'erreur			
Changement de méthode			
Evènement majeur et inhabituel			
Autres charges exceptionnelles		823 368	- 823 368
Résultat sur autres éléments exceptionnels	221 094	373 963	- 152 869
Résultat exceptionnel	116 535	280 754	- 164 219

11-Précisions relatives aux produits et charges inscrits en résultat exceptionnel

Correction d'erreur : Prêt effort construction

L'association a clarifié le traitement comptable applicable à l'effort construction en distinguant :

Les établissements sous dotation globale ou CPOM : la notion de prêt a été retenue avec une comptabilisation à l'actif immobilisé. Les autres établissements : constatation de la charge dans l'exercice

En 2025 a été corrigé l'erreur de comptabilisation au titre des comptes :

- 2024 en produits exceptionnels pour 221K€, initialement comptabilisé à l'actif immobilisé
- 2025 au crédit de la charge concernée pour 237K€

Dérogation application ANC 2019-04 sur les amortissements dérogatoires pour un montant de 120K€ en charges et 15.5K€ en reprise.

Résultat effectif global de l'entité

	Montant N	Montant N-1
Résultat comptable	793 958	- 427 141
Reprise du résultat antérieur	478 772	583 449
Excédent ou déficit effectif global	1 272 730	156 308
Dont résultat effectif sous gestion propre	413 668	- 244 549
Dont résultat effectif sous gestion contrôlée	859 062	400 857

Contributions volontaires en nature

	Exercice N	Exercice N-1
RESSOURCES	184 976	138 274
Dons en nature	160 099	138 274
Prestations en nature		
Bénévolat	24 878	
Total	184 976	138 274
EMPLOIS	184 976	138 274
Secours en nature	160 099	138 274
Mise à disposition gratuite de biens et services		
Prestations		
Personnel bénévole	24 878	
Total	184 976	138 274

TABLEAU AFFECTATION RESULTAT 2025



Région	Etablissement		Résultat comptable 2024	Résultat comptable 2025	Reprise résultat N-2	Résultat effectif 2025	Retraitements congés payés	Retraitement provision retraite	Résultat 2025 à affecter
Grand Est	Cap Intégration Marne	SAAD	-76 722	-42 454	40 919	-1 535	-2 067	18 995	15 393
Grand Est	Château d'AY	EHPAD	-239 662	-388 561		-388 561			-388 561
Grand Est	Ehpad hors accueil de jour - Hébergement	CPOM		-222 268		-222 268			-222 268
Grand Est	Ehpad hors accueil de jour - Soins	CPOM		-2 999		-2 999			-2 999
Grand Est	Ehpad hors accueil de jour - Dépendance	CPOM		-155 394		-155 394			-155 394
Grand Est	Accueil de jour - Hébergement	CPOM		12 301		12 301			12 301
Grand Est	Accueil de jour - Soins	CPOM		-14 514		-14 514			-14 514
Grand Est	Accueil de jour - Dépendance			-5 686		-5 686			-5 686
Grand Est	Habitat Inclusif Grand Est	Habitat Inclusif	0	46 866		46 866			46 866
Grand Est	MECS Sainte Chrétienne	MECS							
Grand Est	MECS Sainte Chrétienne		-47 141	-234 733	22 994	-211 739	712	16 844	-194 183
Grand Est	Centre maternel Plume		-35 568	-47 971	14 710	-33 261	-1 599	-968	-35 827
Grand Est	SMR Sainte Marthe	Sanitaire	-319 149	-235 958		-235 958			-235 958
Ile-de-France	Foyer Pierre Olivalet	Foyer	41 683	17 092		17 092			17 092
Ile-de-France	Habitat Inclusif Ile-de-France	Habitat Inclusif	-10 187	56 483		56 483			56 483
Ile-de-France	Résidence de l'Ourcq	Habitat Inclusif	24 865	54 894		54 894			54 894
Ile-de-France	Résidence de Luppé	Habitat Inclusif	21 441	-10 962		-10 962			-10 962
Ile-de-France	Maison Léna ARS	MECMES	-64 173	-140 033		-140 033	558		-139 475
Ile-de-France	Maison Léna CD	MECMES	-87 337	-198 269	128 412	-69 858	558		-69 300
Ile-de-France	SMR Sainte Marie	Sanitaire	562 615	404 710		404 710			404 710
Ile-de-France	CPOM Ile-de-France								
Ile-de-France	Foyer Isabelle	Foyer CPOM	175 552	77 725		77 725			77 725
Ile-de-France	SAMSAH Isabelle - ARS	SAMSAH CPOM	16 726	26 024		26 024			26 024
Ile-de-France	SAMSAH Isabelle - CD	SAMSAH CPOM		-90 870		-90 870			-90 870
Ile-de-France	Foyer Saint Louis	Foyer CPOM	-59 310	-353 866		-353 866			-353 866
Ile-de-France	MAS Saint Louis	MAS CPOM	-356 572	-452 394		-452 394			-452 394
Ile-de-France	IME Excelsior	IME-SESSAD CPOM	980 402	780 949		780 949			780 949
Ile-de-France	IME Le Tremplin	IME-SESSAD CPOM	68 732	55 327		55 327			55 327
Ile-de-France	IME Soubliran	IME CPOM	380 789	730 829		730 829			730 829
Ile-de-France	SESSAD Denisien	SESSAD CPOM	585 802	665 375		665 375			665 375
Ile-de-France	IME Marie Auxiliatrice	IME CPOM	-630 799	83 067		83 067			83 067
Ile-de-France	IME Saint Michel	IME CPOM	173 807	93 174		93 174			93 174
Ile-de-France	SESSAD Saint Michel	SESSAD CPOM	144 521	-82 002		-82 002			-82 002
Normandie	IME Pigeon	IME	-21 691	-209 810	-28 490	-238 300	-2 005		-240 305
Normandie	IME Perche	IME	-83 302	-31 051		-31 051	3 041		-28 010
Normandie	SESSAD Perche	SESSAD	29 519	-19 749	34 120	14 371	14 083		28 454
Normandie	Logement Côté Cours	Habitat Inclusif	-119 435	128 368		128 368			128 368
Normandie	SAD Côté Cours	SAAD	82 249	58 612		58 612			58 612
Normandie	GEM Côté Cours	Habitat Inclusif	-5 844	4 751		4 751			4 751
Normandie	SAMSAH Côté Cours - ARS	SAMSAH CPOM	-1 958	48 805		48 805			48 805
Normandie	SAMSAH Côté Cours - CD	SAMSAH CPOM	-38 068	-43 267		-43 267			-43 267
Pôle Handicap Moteur	Alintzina - Boucau (64)	IEM-SESSAD	-104 736	47 939	9 662	57 601	-30 361		27 240
Pôle Handicap Moteur	Tarnos (40)	FO-FAM-Ac. Jour	64 571	-38 759	96 036	57 277	65 259		122 536
Pôle Handicap Moteur	Soustons André Lestang	FO-FAM-Ac. Jour	-149 385	75 667		75 667	7 717		83 384
Pôle Handicap Moteur	Soustons Pierre Lestang	FO-FAM-Ac. Jour	-62 201	-68 261	82 553	14 292	-63		14 229
Pôle Handicap Moteur	Dadonville-Chantaloup (45)	MAS-DAME CPOM	-99 484	-333 223		-333 223			-333 223
Pôle Handicap Moteur	Valençay-Gâtines (36)	MAS-DAME CPOM	-355 868	455 278		455 278			455 278
Pôle Handicap Moteur	La Machine-Marizys (58)	FO-Ac. Temp-SAVS	66 933	-350 918		-350 918			-350 918
Provence Côte d'Azur	CPOM PACA								
Provence Côte d'Azur	DAME Bell Estello	DAME CPOM	-155 582	303 266		303 266			303 266
Provence Côte d'Azur	MAS Les Iris	MAS CPOM	-180 618	266 835	77 856	344 691			344 691
Provence Côte d'Azur	Clinique Saint Paul	Sanitaire	-136 571	-409 285		-409 285			-409 285
Provence Côte d'Azur	Habitat Inclusif Saint Paul	Habitat Inclusif	0	-9 994		-9 994			-9 994
Provence Côte d'Azur	Centre culturel	Centre culturel	211 707	312 227		312 227			312 227
Direction	Direction Générale	Direction	-161 435	-307 353		-307 353			-307 353
Direction	Vie Associative	Direction	-456 256	101 442		101 442			101 442
TOTAL			-427 141	793 960	478 772	1 272 731	55 833	34 872	1 363 435

12-Précisions sur les contributions volontaires en nature

L'analyse des contributions volontaires et notamment du bénévolat a été revue en application du règlement 2018-06.

12.1- Personnel bénévole

Le bénévolat réalisé dans les établissements valorisé au SMIC s'établit à une contribution volontaire en nature de 24 878 € dont 934 € par le personnel de Bollinger.

12.2- Dons en nature

Nature du donateur	Montant	Structure	Nature du don
Entreprise	370 €	Mail Edit	Don en nature
Entreprise	80 €	Billy Valençay intermarché	Don en nature
Entreprise	3 960 €	2Emotion	Don en nature
Entreprise	86 €	Laiteries de Varennes	Don en nature
Total	4 497 €		

12.2.1. Mécénat de compétence

Mise à disposition de personnel :

SAFRAN SA pour un montant total 128 833 € € entre janvier à décembre 2025.

WAVESTONE pour un montant de 27 270 € entre avril et juillet 2025

12.3- Mise à disposition gratuite de biens et services

Pas de mise à disposition gratuite en 2025

13- Informations relatives aux engagements

Engagements reçus

Montant

29 683 283

Avals et cautions

Autres engagements reçus

Total**29 683 283**

Dont concernant les dirigeants

Dont concernant les filiales

Dont concernant les participations

Dont concernant les autres entreprises liées

Dont engagements assortis de sûretés réelles

Prêteur	Etablissement	Capital initial	Capital au 31/12/2025 en K€	Garantie	Type de garantie
CCOOP	STE MARTHE	4 100 000,00 €	1 127 500,00 €	100% Epernay	Collectivité locale
CCOOP	AINZINA (BOUCAU 1)	50 000,00 €	6 667,36 €	Nantissement CIF 50K€	Nantissement CIF 50K€
CCOOP	AINZINA (BOUCAU 2)	100 000,00 €	1 667,06 €	FMGOSS	FMGOSS
CCOOP	AINZINA (BOUCAU 3)	500 000,00 €	254 167,06 €	Nantissement CIF 500K€	Nantissement CIF 500K€
CCOOP	Foyer André Lestang(S 1)	200 000,00 €	3 332,94 €	FMGOSS	FMGOSS
CCOOP	Foyer Pierre Lestang les Arènes(S 3)	50 000,00 €	832,94 €	FMGOSS	FMGOSS
CCOOP	Foyer André Lestang (SOUSTONS 4)	1 358 464,00 €	1 054 977,46 €	Conseil des Landes	Conseil des Landes
CCOOP	Foyer André Lestang (SOUSTONS 5)	324 000,00 €	197 766,30 €	Conseil des Landes	Conseil des Landes
CCOOP	HAMEAU DE GATINES (VALENCAY1)	439 616,30 €	185 878,46 €	Nantissement VM	Nantissement VM
CCOOP	CHANTALOU (DADONVILLE)	2 412 805,00 €	1 005 335,65 €	Hypothèque 100%	Hypothèque 100%
CCOOP	TARNOS 1	4 541 564,00 €	3 674 538,05 €	Conseil des Landes	Conseil des Landes
CCOOP	TARNOS 2	4 621 460,00 €	3 273 534,05 €	Conseil des Landes	Conseil des Landes
CDC	ST LOUIS 1 (FOY SAINT LOUIS)	7 300 000,00 €	3 113 625,00 €	100% caisse d'Epargne	Garantie bancaire
CDC	ST LOUIS 2 (MAS SAINT LOUIS)	5 700 000,00 €	3 987 624,98 €	100% caisse d'Epargne	Garantie bancaire
CDC	FOYER ISABELLE	1 525 000,00 €	440 444,16 €	100% Bobigny	Collectivité locale
CDC	EXCELSIOR (1)	3 300 000,00 €	1 895 724,32 €	100% Livry Gargan	Collectivité locale
CDC	EXCELSIOR (2)	2 400 000,00 €	1 682 714,39 €	100% Le Raincy	Collectivité locale
CDC	ST PAUL (CDC)	1 030 000,00 €	142 281,52 €	caution bancaire	Garantie bancaire
CE	IME DE SOUBIRAN	3 900 000,00 €	2 574 000,00 €	100% Villepinte	Collectivité locale
CE	ST PAUL (CE1)	462 000,00 €	49 007,08 €	caution bancaire	Garantie bancaire
CIC	FOYER SAINTE CHRETIENNE (CIC1)	2 300 000,00 €	1 408 750,00 €	50% départememnt/50% commune	Collectivité locale
CIC	FOYER SAINTE CHRETIENNE (CIC2)	1 000 000,00 €	483 333,23 €	50% départememnt/50% commune	Collectivité locale
LCL	STE MARIE	2 354 000,00 €	924 856,25 €	caution bancaire	Garantie bancaire
LCL	MARIE-AUXILIATRICE	3 000 000,00 €	2 116 071,57 €	caution bancaire	Garantie bancaire
LCL	CHÂTEAU D'AY	2 577 500,00 €	78 652,84 €	100% hypothèque + nantissement 200 K€	Hypothèque
		55 546 409,30 €	29 683 282,67 €		

14- Informations relatives à l'effectif

Tableau des effectifs

	Exercice N
EFFECTIF MOYEN DU PERSONNEL	
Cadres	144
Agents de maîtrise et techniciens	2 081
Ouvriers	
Total	2 225

15- Autres informations

15.1- Rémunérations des administrateurs de l'association

Les membres du Conseil d'Administration, du Bureau et de l'Assemblée Générale sont tous des bénévoles. Par conséquent, ils ne perçoivent pas de rémunération dans le cadre de leur mandat. Néanmoins, ils ont droit au remboursement des frais occasionnés par leurs activités de représentation de l'association.

Conformément à l'article 20 de la loi n°2006-586 du 23 mai 2006 relative au volontariat associatif et à l'engagement éducatif, les trois plus hauts cadres dirigeants, bénévoles ou salariés sont le Président, le Trésorier et le Directeur Général.

Le Président et le Trésorier n'étant pas rémunérés, la communication de cette donnée reviendrait à divulguer une information individuelle.

16- Autres informations relatif au CER et CROD

L'exercice clôturé correspond à la première année d'application du Compte d'Emploi des Ressources (CER) et du Compte de Résultat par Origine et par Destination (CROD). Leur mise en place vise à renforcer la transparence financière et la traçabilité des ressources, conformément aux dispositions réglementaires en vigueur. Les méthodes de présentation et d'affectation retenues reposent sur les informations disponibles à la date de clôture et pourront faire l'objet d'ajustements lors des exercices ultérieurs afin d'en améliorer la pertinence et la comparabilité.

16.1- Compte d'emploi annuel des ressources collectées auprès du public et compte de résultat par origine et destination (CROD)

En vertu des articles 3 et 4 de la loi n° 91-772 du 7 août 1991, les organismes qui font appel à la générosité du public dans le cadre national avec de grands moyens de communication ou sur la voie publique sont tenues d'établir un Compte d'Emploi des Ressources Collectées auprès du Public.

Le règlement ANC n°2018-06 a fixé de nouvelles règles d'élaboration, et ce à compter du 1^{er} janvier 2020.

Le règlement dispose que les associations et fondations relevant des articles 3 et 4 de la Loi n°91- 772 du 7 août 1991 incluent dans l'annexe de leurs comptes annuels une sous-section qui comporte les états suivants :

- Un compte de résultat par origine et par destination défini à l'article 432-2 ;
- Un compte d'emploi annuel des ressources collectées auprès du public conformément à la Loi n°91-772 du 7 août 1991 défini à l'article 432-17 ;
- Les informations nécessaires à leur bonne compréhension.

Ce document a pour objectif de donner annuellement une information claire et synthétique sur les activités de l'organisation. En particulier, il s'agit de rendre compte de façon transparente aux donateurs et au public de l'utilisation qui est faite des ressources provenant de la générosité publique.

16.2- Présentation du compte de résultat par origine et destination (CROD)

16.2-1. Règles et méthodes comptables

16.2-1.1. Cadre légal de référence

Le CROD a été établi conformément à la loi n° 91-772 du 7 août 1991, selon les modalités du nouveau règlement ANC 2018-06 du 5 décembre 2018.

16.2-1.2. Règles et méthodes comptables

L'établissement du CROD suit les mêmes principes comptables que ceux retenus pour l'élaboration des comptes annuels.

16.3- Les ressources

16.3-1. Produits liés à la générosité du public

Les ressources collectées auprès du public sont les dons spontanés des particuliers et des entreprises ou les dons versés à nos campagnes d'appel à dons.

Ces ressources peuvent être directement affectées aux missions sociales selon les souhaits des donateurs, ou être affectés sur des projets déterminés par la direction ou un jury spécifique en fonction des besoins (par exemple Inspir'Actions), lorsque les donateurs ne précisent pas de souhaits d'affectation.

Sur ces emplois, l'Association Vivre et Devenir calcule un pourcentage permettant de financer ses frais de fonctionnement à hauteur de 2 % et ses frais d'appels à dons à hauteur de 8 %.

Pour une meilleure information, les dons manuels et assurances-vie figurant dans le compte de résultat pour un montant de 485 252 €, ont été ventilés dans le CROD et le CER entre dons manuels quand il s'agit de versements de la part de particuliers et mécénat quand il s'agit de versements de la part d'entreprises, même en l'absence d'une convention de mécénat formalisée par écrit.

Les autres revenus issus de la générosité du public correspondent à des contributions financières relevant de la solidarité collective pour un montant de 17 550 €.

16.3-1.1. Formes d'appel à la générosité du public :

Afin de financer ses actions, l'Association Vivre et Devenir consolide et développe des partenariats avec des fondations, des entreprises et des donateurs particuliers. Il s'agit du principal levier de collecte.

Par ailleurs en fin d'année, un mailing de carte vœux est réalisé auprès de l'ensemble des contacts de l'association. Un coupon d'appel à dons est ajouté à ce courrier.

La collecte est aussi effectuée via le site internet.

En complément, les adhérents de l'association sont invités à adhérer à l'association une fois par an et s'ils le souhaitent effectuer un don à l'association au moment de leur adhésion.

L'objectif global est de permettre le financement de projets innovants visant à améliorer la qualité de vie des personnes les plus vulnérables et qui ne pourraient pas être développés sans ces financements.

16.3-1.2. 2- Produits non liés à la générosité du public

Les produits non liés à la générosité du public représentent 11 659 416 €. Il s'agit ici de :

- Contributions financières sans contrepartie pour : 19 517€
- Autres produits non liés à la générosité du public pour : 11 622 349 €

16.4- Les Ventilation des emplois entre missions sociales, frais de recherche de fonds et frais de fonctionnement dans le CROD et CER

16.4-1. Missions sociales réalisées en France et à l'étranger

Les missions sociales sont réalisées principalement en France dans les établissements et pour les dispositifs de l'association en lien avec son objet social. Les dépenses et investissements concernées regroupent principalement les actions directes d'aide, notamment à travers le financement des projets de création de nouvelles structures, d'achat d'équipements ou matériels adaptés et du financement d'activités culturelles et sportives à l'attention des personnes accompagnées. Le montant des dépenses réalisées en France dans le cadre des missions sociales s'élève à 154 815 169 € en 2025 dont 250 063 € au titre de la générosité du public.

Les missions sociales réalisées à l'étranger concernent un voyage au Sénégal regroupant des personnes accompagnées en situation de handicap psychique et des professionnels accompagnateurs. Le montant des dépenses réalisées à l'étranger dans le cadre des missions sociales s'élève à 31 673€ en 2025.

Les dépenses liées aux axes majeurs sont décrites ci-après :

TABLEAU MISSIONS SOCIALES REALISEES 2025

<i>Projet</i>	<i>Montant</i>
Bibliothèque partagée	2 500 €
Snnozelen mobile	4 000 €
Projet échange avec le Havre - Sénégal	31 673 €
Formation en santé mentale Tous secouristes	5 000 €
Fauteuils OTO X 1	5 000 €
Résidence accueil Côté cours	20 000 €
Achat de Voiture	10 000 €
Aménagement residence accueil du Havre	25 000 €
Festi Inclusion	4 000 €
Chantier insertion	5 920 €
Projet Révolution virtuelle	5 000 €
Les histoires qui nous relient	4 000 €
Ludique place	4 000 €
Thé fringué	4 300 €
Ameublement classe autisme USA/TSA	3 390 €
Espace famille Co-crée	4 000 €
Achat voiture	27 812 €
Achat joëllette	4 658 €
Soutien projet Poterie	4 300 €
Achat T-shirts Auxilium	3 602 €
Réfection Salle de bain	8 100 €
Achat tricycles	6 000 €
Travaux réfection	30 000 €
Médiation animale	6 118 €
TOTAL	228 373 €

16.4-2. Les frais de recherche de fonds

Ils comprennent l'ensemble des frais liés à la recherche de fonds auprès des particuliers, à savoir les charges salariales, les charges de prospections, de gestion des fichiers et de toutes charges liées aux campagnes de dons (prestataires externes). Le montant des frais de recherche de fonds sont répartis en deux catégories :

- frais d'appel à la générosité du public : ils concernent les dépenses engagées pour la collecte de dons auprès des particuliers, incluant notamment une partie des charges de personnel dédiées au fundraising grand public (l'autre partie étant prise en charge par les fonds propres associatifs), les coûts de conception et de diffusion des campagnes de collecte ainsi que les frais de prospection. Ces frais s'élèvent à 8 021 € en 2025.

- frais de recherche d'autres ressources : ils correspondent aux dépenses engagées pour l'obtention de financements institutionnels et privés hors grand public, incluant les charges de personnel dédiées au montage de projets, les coûts liés aux réponses aux appels à projets ainsi que les actions de prospection et de développement de partenariats financiers. Les charges relatives à l'exécution et au suivi des projets financés sont, quant à elles, rattachées aux missions sociales. Ces frais s'élèvent à 14 320 € en 2025.

16.4-3. Les frais de fonctionnement

Ils regroupent les charges nécessaires au pilotage, à l'administration et au fonctionnement général de l'association, qui ne peuvent être directement affectées aux missions sociales ni aux actions de recherche de ressources. Lorsque cela est possible, les dépenses sont imputées directement aux missions ou à la collecte ; à défaut, elles sont classées en frais de fonctionnement. Ils comprennent notamment les charges liées à la direction générale et à la gouvernance, les fonctions administratives et financières du siège ainsi que les services et moyens supports. Ils incluent également les dépenses relatives aux obligations légales et réglementaires, ainsi que la communication institutionnelle sans objectif direct de collecte. Ces frais s'élèvent à 6 206 € en 2025.

16.5- Principes d'affectation des ressources liées à la générosité du public aux emplois par destination dans le CER

Les modalités de répartition du financement des emplois entre les ressources collectées auprès du public et les autres ressources sont les suivantes :

Les ressources collectées auprès du public sont affectées aux missions sociales pour lesquelles elles sont sollicitées à partir d'un suivi extra-comptable ;

Les frais d'appel à la générosité du public, les missions sociales et les frais de fonctionnement sont financés en totalité par la générosité du public, ou déduction des subventions et contrats aidés et des autres produits non liés à l'AGP :

- Frais d'appel à la générosité : 8% du montant total de la collecte
- Frais de fonctionnement : 2% du montant total de la collecte
- Frais de missions sociales : 90% du montant total de la collecte

16.6- Informations concernant les contributions volontaires en nature

Les contributions volontaires sont des actes par lesquels une personne physique ou morale fournit à une autre personne morale un travail, des biens ou autres services à titre gratuit

Elles peuvent être :

- des contributions en travail ;
- des contributions en biens ;
- des contributions en services.

Les contributions volontaires en nature n'entraînent pas de flux financiers. Elles sont inscrites au pied du compte de résultat, du CROD et du CER, dans la rubrique « Evaluations des contributions volontaires en nature » en deux colonnes de deux totaux égaux.

Trois catégories de contributions volontaires figurent dans nos comptes cette année :

- Personnel bénévole
- Dons en natures
- Mécénat de compétence

16.7-Autres informations

Détail des charges par origine et destination (N)

TABLEAU DE RAPPROCHEMENT ENTRE LES CHARGES DU COMPTE DE RESULTAT ET DU COMPTE DE RESULTAT PAR ORIGINE ET DESTINATION	Missions sociales				Frais de recherche de fonds	
	Réalisées en France		Réalisées à l'étranger		Générosité du public	Autres ressources
	par l'organisme	Versements à d'autres organismes	par l'organisme	Versements à d'autres organismes		
Achats de marchandises	1 366 230					
Variation de stock	- 9 152					
Autres achats et charges externes	35 992 703		31 673		8 021	
Aides financières	-					
Impôts, taxes et versement assimilés	10 477 301					
Salaires et traitements	73 872 666				8 533	
Charges sociales, autres charges de personnel	31 560 174				5 787	
Dotations aux amortissements et dépréciations	8 765 985					
Dotations aux provisions	3 446 284					
Reports en fonds dédiés	1 288 501					
Autres charges	542 417					
Charges financières	1 025 363					
Charges exceptionnelles	120 122					
Participations des salariés aux résultats	-					
Impôt sur les bénéfices	170 450					
TOTAL	168 619 044	-	31 673	-	22 340	-

TABLEAU DE RAPPROCHEMENT ENTRE LES CHARGES DU COMPTE DE RESULTAT ET DU COMPTE DE RESULTAT PAR ORIGINE ET DESTINATION	Frais de fonctionnement	Dotations aux provisions	Impôt sur les bénéfices	Report en fonds dédiés	TOTAL COMPTE DE RESULTAT
Achats de marchandises	-				1 366 230
Variation de stock	-				9 152
Autres achats et charges externes	388 810				36 421 206
Aides financières	-				-
Impôts, taxes et versement assimilés	258				10 477 559
Salaires et traitements	46 792				73 927 992
Charges sociales, autres charges de personnel	42 348				31 608 308
Dotations aux amortissements et dépréciations	132 655				8 898 640
Dotations aux provisions	-	366 136			3 812 420
Reports en fonds dédiés	-			244 030	1 532 531
Autres charges	328 016				870 433
Charges financières	2 630				1 027 993
Charges exceptionnelles	-	-			120 122
Participations des salariés aux résultats	-				-
Impôt sur les bénéfices			70 551		241 001
TOTAL	941 509	366 136	70 551	244 030	170 295 283

Détail des contributions volontaires par origine et destination (N)

TABLEAU DE RAPPROCHEMENT ENTRE LES CONTRIBUTIONS VOLONTAIRES DU COMPTE DE RESULTAT ET DU COMPTE DE RESULTAT PAR ORIGINE ET DESTINATION	Missions sociales		Frais de recherche de fonds	Frais de fonctionnement	TOTAL COMPTE DE RESULTAT
	Réalisées en France	Réalisées à l'étranger			
Secours en nature	160 099				160 099
Mises à disposition gratuites de biens					-
Prestations de services					-
Personnel bénévole	24 878				24 878
TOTAL	184 976	-	-	-	184 976

16.7-Autres informations

Compte de résultat par origine et destination

A - PRODUITS ET CHARGES PAR ORIGINE ET DESTINATION	EXERCICE N	
	TOTAL	Dont générosité du public
PRODUITS PAR ORIGINE		
1 - PRODUITS LIES A LA GENEROSITE DU PUBLIC	505 502	502 802
1.1 Cotisations sans contrepartie	2 700	
1.2 Dons, legs et mécénat	485 252	485 252
- Dons manuels	416 378	416 378
- Legs, donations et assurances-vie	38 874	38 874
- Mécénat	30 000	30 000
1.3 Autres produits liés à la générosité du public	17 550	17 550
2 - PRODUITS NON LIES A LA GENEROSITE DU PUBLIC	11 641 866	
2.1 Cotisations avec contrepartie		
2.2 Parrainage des entreprises		
2.3 Contributions financières sans contrepartie	19 517	-
2.4 Autres produits non liés à la générosité du public	11 622 349	
3 - SUBVENTIONS ET AUTRES CONCOURS PUBLICS	153 736 180	
4 - REPRISES SUR PROVISIONS ET DEPRECIATIONS	1 502 512	
5 - UTILISATIONS DES FONDS DEDIES ANTERIEURS	3 703 180	51 510
TOTAL	171 089 241	554 312
CHARGES PAR DESTINATION		
1 - MISSIONS SOCIALES	154 846 842	281 736
1.1 Réalisées en France		
- Actions réalisées par l'organisme	154 815 169	250 063
- Versements à un organisme central ou à d'autres organismes agissant en France	-	-
1.2 Réalisées à l'étranger		
- Actions réalisées par l'organisme	31 673	31 673
- Versements à un organisme central ou à d'autres organismes agissant à l'étranger	-	-
2 - FRAIS DE RECHERCHE DE FONDS	22 340	22 340
2.1 Frais d'appel à la générosité du public	8 021	8 021
2.2 Frais de recherche d'autres ressources	14 320	14 320
3 - FRAIS DE FONCTIONNEMENT	941 509	6 206
4 - DOTATIONS AUX PROVISIONS ET DEPRECIATIONS	12 711 060	-
5 - IMPOT SUR LES BENEFICES	241 001	-
6 - REPORTS EN FONDS DEDIES DE L'EXERCICE	1 532 531	244 030
TOTAL	170 295 283	554 312
EXCEDENT OU DEFICIT	793 958	0

Vivre et Devenir

Autres informations

Compte de résultat par origine et destination (suite)

B - CONTRIBUTIONS VOLONTAIRES EN NATURE	EXERCICE N	
	TOTAL	Dont générosité du public
PRODUITS PAR ORIGINE		
1 - CONTRIBUTIONS VOLONTAIRES LIEES A LA GENEROSITE DU	184 976	
Bénévolat	160 099	160 099
Prestations en nature		
Dons en nature	24 878	24 878
2 - CONTRIBUTIONS VOLONTAIRES NON LIEES A LA GENEROSITE DU PUBLIC		
3 - CONCOURS PUBLICS EN NATURE		
Prestations en nature		
Dons en nature		
TOTAL	-	
CHARGES PAR DESTINATION		
1 - CONTRIBUTIONS VOLONTAIRES AUX MISSIONS SOCIALES	184 976	
Réalisées en France	184 976	184 976
Réalisées à l'étranger	-	
2 - CONTRIBUTIONS VOLONTAIRES A LA RECHERCHE DE FONDS	-	
3 - CONTRIBUTIONS VOLONTAIRES AU FONCTIONNEMENT	-	
TOTAL	184 976	

16.7-Autres informations

Compte d'emploi annuel des ressources collectées auprès du public

EMPLOIS PAR DESTINATION	EXERCICE N
1 - MISSIONS SOCIALES	281 736
1.1 Réalisées en France	
- Actions réalisées par l'organisme	250 063
- Versements à un organisme central ou d'autres organismes agissant en France	-
1.2 Réalisées à l'étranger	
- Actions réalisées par l'organisme	31 673
- Versements à un organisme central ou d'autres organismes agissant à l'étranger	-
2 - FRAIS DE RECHERCHE DE FONDS	22 340
2.1 Frais d'appel à la générosité du public	8 021
2.2 Frais de recherche d'autres ressources	14 320
3 - FRAIS DE FONCTIONNEMENT	6 206
TOTAL DES EMPLOIS	310 282
4 - DOTATIONS AUX PROVISIONS ET DEPRECIATIONS	-
5 - REPORTS EN FONDS DEDIES DE L'EXERCICE	244 030
EXCEDENT DE LA GENEROSITE DU PUBLIC DE L'EXERCICE	0
TOTAL	554 312
RESSOURCES PAR ORIGINE	EXERCICE N
1 - RESSOURCES LIEES A LA GENEROSITE DU PUBLIC	502 802
1.1 Cotisations sans contrepartie	-
1.2 Dons, legs et mécénats	
- Dons manuels	416 378
- Legs, donations et assurances-vie	38 874
- Mécénats	30 000
1.3 Autres ressources liées à la générosité du public	17 550
TOTAL DES RESSOURCES	502 802
2 - REPRISES SUR PROVISIONS ET DEPRECIATIONS	-
3 - UTILISATIONS DES FONDS DEDIES ANTERIEURS	51 510
DEFICIT DE LA GENEROSITE DU PUBLIC DE L'EXERCICE	-
TOTAL	554 312
RESSOURCES REPORTEES LIEES A LA GENEROSITE DU PUBLIC EN DEBUT D'EXERCICE (HORS FONDS DEDIES)	42 690
(+) Excédent ou (-) Insuffisance de la Générosité du public	-
(-) Investissements et (+) désinvestissements nets liés à la générosité du public de l'exercice	-
RESSOURCES REPORTEES LIEES A LA GENEROSITE DU PUBLIC EN FIN D'EXERCICE (HORS FONDS DEDIES)	42 690

Le montant des ressources reportées liées à la générosité du public hors fonds dédiés en début d'exercice est égal au solde des fonds propres disponibles collectés auprès du public, sous déduction de la quote-part des valeurs nettes comptables des immobilisations ou fractions des immobilisations financées par ces ressources sur les exercices antérieurs.

Autres informations

Compte d'emploi annuel des ressources collectées auprès du public (suite)

CONTRIBUTIONS VOLONTAIRES EN NATURE	EXERCICE N
EMPLOIS DE L'EXERCICE	
1 - CONTRIBUTIONS VOLONTAIRES AUX MISSIONS SOCIALES	184 976
Réalisées en France	184 976
Réalisées à l'étranger	-
2 - CONTRIBUTIONS VOLONTAIRES A LA RECHERCHE DE FONDS	-
3 - CONTRIBUTIONS VOLONTAIRES AU FONCTIONNEMENT	-
TOTAL	184 976
RESSOURCES DE L'EXERCICE	EXERCICE N
1 - CONTRIBUTIONS VOLONTAIRES LIEES A LA GENEROSITE DU PUBLIC	184 976
Bénévolat	160 099
Prestations en nature	-
Dons en nature	24 878
TOTAL	184 976
FONDS DEDIES LIES A LA GENEROSITE DU PUBLIC	EXERCICE N
FONDS DEDIES LIES A LA GENEROSITE DU PUBLIC EN DEBUT D'EXERCICE	167 279
(-) Utilisation	69 059
(+) Report	244 030
FONDS DEDIES LIES A LA GENEROSITE DU PUBLIC EN FIN D'EXERCICE	342 249